



# Les caméras rassurent, mais leurs effets restent limités



Au centre de contrôle, huit opérateurs surveillent les images transmises par 29 caméras braquées sur le quartier des Pâquis. LAURENT GUIRAUD

## Un rapport d'experts nuance la vision des autorités. Le déploiement de la vidéosurveillance est en marche

**Luca Di Stefano**

Après deux ans de vidéosurveillance du quartier des Pâquis, voici son évaluation. A quoi ont servi les 29 caméras braquées depuis 2014 sur la place de Corna-

vin, les rues du Mont-Blanc, de Berne, Pellegrino-Rossi, De-Monthoux et de Fribourg? Le dispositif, avec son centre de contrôle composé de huit opérateurs engagés pour visionner les images en direct, a-t-il changé le quartier chaud? Pour y répondre, un rapport réalisé par des experts indépendants de l'Université de Neuchâtel vient nuancer la vision des autorités qui, elles, tirent «un bilan positif» d'un projet à 3 millions.

### Deal simplement déplacé

En matière de stupéfiants, un effet «plumeau» s'est produit, reléguant simplement vendeurs et acheteurs en dehors de zones filmées. «L'adversaire s'est adapté», observe le capitaine Christophe Bobillier, officier au centre des opérations de la police. Quant à l'aspect préventif, il est simplement nul. «Au niveau des infractions constatées survenant sur la voie publique, pour lesquelles le contrôle par caméra aurait pu avoir un effet, on observe une légère recrudescence (+15%) depuis l'installation des ca-



méras. Ceci malgré une très faible baisse des vols et cambriolages répertoriés», font savoir le Dr Raoul Kaenzig et le Pr Francisco Klauser, chercheurs à l'Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel.

### Outil en plus pour la police

D'un point de vue opérationnel, les policiers disent avoir bénéficié d'un outil de travail qui a fait ses preuves. Ainsi, 89 extractions d'images ont été mobilisées pour des enquêtes. Elles ont contribué dans le traitement de 16% des affaires élucidées qui ont touché le secteur placé sous vidéosurveillance. Selon Pierre Maudet, conseiller d'Etat en charge de la Sécurité, «la valeur ajoutée est indéniable, mais cela reste un instrument, pas une fin en soi».

### La population favorable

Pour les chercheurs mandatés, il s'agissait également de sonder la population et les acteurs du quartier. Plus de 3000 questionnaires ont été collectés et des dizaines d'entretiens ont été menés, notamment avec les travailleurs et travailleuses du sexe. «Les caméras de surveillance sont accueillies favorablement par la majorité des participants à notre enquête. Seulement 15% des répondants souhaiteraient les voir disparaître», font savoir les chercheurs. L'enquête démontre également l'effet rassurant de la vidéosurveillance, particulièrement la nuit. Tous deux se disent surpris par ces résultats: «Au final, 67% des personnes sondées trouvent légitime que l'Etat filme leurs rues. Et une part

quasiment égale souhaiterait voir l'expérience s'étendre à d'autres quartiers de la ville.»

Un quartier filmé est-il un quartier pacifié? Il ressort de l'enquête que les caméras sont vite oubliées par la population. Les préoccupations aux Pâquis portent davantage sur la gentrification et les nuisances générées par les dépanneurs ouverts 24 heures sur 24. Enfin, les habitants ne réclament pas une diminution de la prostitution ni des établissements nocturnes.

### Demain, davantage de caméras

La phase test arrivant à son terme, la question de l'avenir de la vidéosurveillance est à l'ordre du jour. Aux Pâquis, débrancher le dispositif «n'est pas souhaitable», argue Pierre Maudet. Ainsi, les caméras ne seront pas démontées. Alors qu'une nouvelle technologie est actuellement testée dans les rues du quartier chaud (*lire ci-dessus*), le million de francs qui sert à payer les salaires des opérateurs sera intégré au prochain budget de fonctionnement. Ailleurs en ville, onze caméras supplémentaires s'apprentent à scruter les ponts et leurs images se grefferont à un réseau installé en 2008 pour l'Euro de football. Dans le prolongement, les Eaux-Vives et Plainpalais pourraient à leur tour être filmés. Quant aux communes genevoises, elles ont dans une large mesure pris le tournant de la vidéosurveillance. En quelques années, plus de la moitié d'entre elles ont installé des caméras sur leur territoire.

## L'œil de demain aura ses oreilles dans la rue

Reconnaître le bruit d'un coup de feu ou d'une vitre qui se casse. La trouvaille technologique est actuellement expérimentée aux Pâquis, où sept caméras «intelligentes» se greffent au dispositif mis en place en 2014. Concrètement, elles envoient une alerte à l'opérateur quand un son correspond au «spectre sonore prédéfini». Leurs fonctionnalités vont même au-delà du son puisqu'elles détectent les attroupements de personnes, les sens interdits et les objets abandonnés. Dans la foulée de ce test, le Département de la sécurité dit observer avec intérêt les modèles de vidéosurveillance déployés à Londres et Munich, où les images produites par les caméras privées sont accessibles aux opérateurs de la police. **L.D.S.**



## Francisco Klauser: «La surveillance ne doit pas remplacer l'humain»

● L'expérience entamée en 2014 a été inédite pour les acteurs du quartier. Elle l'a été également pour le professeur de géographie Francisco Klauser, de l'Université de Neuchâtel, coauteur du rapport.

### **Vous avez travaillé sur plusieurs dispositifs dans d'autres villes suisses. Le cas genevois est-il spécifique?**

Jusque-là, nous avons analysé des expériences plus modestes. A ce niveau, le dispositif genevois est unique. C'est également la première fois que nous travaillons sur un système de vidéosurveillance visé sur l'espace public extérieur et doté d'une équipe d'opérateurs qui visionnent les images en direct.

### **Vos conclusions montrent que la criminalité ne baisse pas. Au final, est-ce que cela en vaut vraiment la peine?**

C'est un débat que chaque société doit avoir. La question est de savoir quelle place on veut accorder à la technologie et quels

but on veut viser. Notre travail à Genève montre qu'on peut investir dans ces outils, mais que cela ne doit pas remplacer la présence humaine. Aux Pâquis, les forces déployées sur le terrain



**Francisco Klauser**  
Université  
de Neuchâtel,  
coauteur  
du rapport

n'ont pas diminué avec les caméras, c'est peut-être ce qui explique que le constat est moins négatif qu'ailleurs.

### **En effet, certaines villes de Suisse ont abandonné les caméras...**

Oui. Lucerne a démonté les siennes en 2012 car la qualité des images nocturnes ne permettait pas d'atteindre les objectifs espérés. A Thoune également, elles ont été retirées car sans un opérateur humain pour les diriger, elles filmaient un point fixe et ne se révélaient que très rarement utiles.

### **Que dire de la durée de conservation des images par la police (sept jours). Est-ce suffisant, excessif?**

Tout dépend de l'enjeu. Pour les travailleuses du sexe victimes d'agressions, par exemple, sept jours ne sont souvent pas suffisants pour déposer une plainte. Sur cette question également, un vrai débat de société doit avoir lieu.

### **Le matériel actuel peut capter les sons. La prochaine étape, c'est la reconnaissance faciale?**

A ma connaissance, ce n'est pas prévu. Dans tous les cas, si la technologie le permet, je doute que les Etats disposent des bases de données nécessaires.

### **Les autorités genevoises vous ont-elles permis de travailler de manière indépendante?**

Oui, totalement. **L.D.S.**



**Les caméras des Pâquis en images sur**  
[www.paquis.tdg.ch](http://www.paquis.tdg.ch)